

Université Paris Est Créteil  
DSI - Direction des système informatique

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES

# Accord-cadre mixte (à marché subséquent et à bon de commandes) pour l'acquisition d'équipements audiovisuels

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	2026PFAUDIUPEC
Date limite de remise des plis	01 / 04/ 2026 à 12 heures
Procédure de passation	Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### Université Paris Est Créteil

DSI - Direction des systèmes informatique

Représentant : Karine Bergès Présidente

Adresse :

61, avenue du Général du Gaulle

Créteil

94100 Créteil Cedex

SIRET : 19941111700013

Site internet : <https://www.u-pec.fr/>

La personne en charge du dossier est : Pôle achat public











## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Accord-cadre mixte (à marché subséquent et à bon de commandes) pour l'acquisition d'équipements audiovisuels**

*Cet accord cadre pour la fourniture d'équipements audiovisuels est scindé en deux lots, l'un pour la fourniture et livraison en matériel audiovisuel professionnel et l'autre Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel*

Code CPV	Libellé CPV
32321300-2	Matériel audiovisuel

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Accord-cadre pour l'acquisition d'équipements audiovisuels
	Acheteur	Université Paris Est Créteil
	Type de contrat	Accord-cadre mixte (à marché subséquent et à bon de commandes) pour l'acquisition d'équipements audiovisuels
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Les lieux d'exécution sont les sites de l'université Paris Est Créteil Val de Marne (départements 77, 93 et 94).
	Durée	4 ans - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix unitaires

■ **Allotissement et structure de la consultation :**

La consultation est décomposée en 2 lots :

Type	Objet, délai
Lot 1	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel - mixte : <i>Les prestations visées au Bordereau des Prix Unitaires font l'objet de bons de commande notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins.</i> <i>Les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dument habilité sont adressés au titulaire par courriel.</i> <i>Chaque bon de commande est adressé au Titulaire ou dans le cas des marchés subséquent, au titulaire à l'attributaire du marché subséquent.</i> - montant maximum 1,500,000.00 € HT, 4 ans à compter de la notification du contrat (CPV 32321300-2 : Matériel audiovisuel)
Lot 2	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel - mixte : <i>Les prestations visées au Bordereau des Prix Unitaires font l'objet de bons de commande notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins.</i> <i>Les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dument habilité sont adressés au titulaire par courriel.</i> <i>Chaque bon de commande est adressé au Titulaire ou dans le cas des marchés subséquent, au titulaire à l'attributaire du marché subséquent.</i> - montant maximum 500,000.00 € HT, 4 ans à compter de la notification du contrat (CPV 32321300-2 : Matériel audiovisuel)

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

■ **Dossier de consultation :**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Lettre de candidature (DC1) (*Tous les lots*)
- RC (*Tous les lots*)
- Formulaire de DC4 (acte de sous-traitance) (*Tous les lots*)
- Annexe AGECE (*Tous les lots*)
- Acte d'engagement : Deux actes d'engagement des lots 1 & 2 (*Tous les lots*)
- BPU (*Tous les lots*)
- CCAP (*Tous les lots*)
- CCTP : Deux cahiers de charges techniques et particulières des lots 1 & 2 (*Tous les lots*)
- DQE : Deux DQE pour chacun des lots 1 & 2 (*Tous les lots*)
- DQE pour étude de cas : 2 DQE pour chacune des 2 études de cas à réaliser (*Lot(s) 1*)
- Documents liés à l'étude de cas : 2 études de cas sont prévues dans le cadre de ce lot (*Lot(s) 1*)

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

## 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/12/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

### ■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

### ■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Certificats	<i>Des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques</i>
<b>Autres justificatifs</b>	
Attestations d'assurance de responsabilité civile professionnelle	<i>Le soumissionnaire fournit une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les éventuels risques identifiés dans le cadre du marché pour son entreprise et ou des membres du groupement en cas de candidature en groupement</i>
Relevé d'identité bancaire (RIB)	<i>Veillez fournir un relevé d'identité bancaire joint à votre candidature, édicté par une institution bancaire ou financière</i>
Annexe AGECE	<i>Le titulaire du lot ou du marché subséquent renseigne annuellement le présent document, à la date anniversaire de l'accord-cadre. Lorsque la durée du marché subséquent est inférieure à un an, le document est transmis au terme dudit marché.</i>  <i>Cette annexe n'est pas à fournir au moment de la candidature. Elle n'est exigible qu'aux candidats retenus au titre de l'accord cadre.</i>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement</i>
BPU	<i>Bordereau de prix unitaire</i>
Mémoire technique	<p><i>Le mémoire technique des candidats pour le lot n°1 comprendra à minima les éléments suivants :</i></p> <p><i>Qualité des équipements conformément aux prescriptions du CCTP :</i>  <i>Les candidats devront impérativement fournir les caractéristiques techniques des différents équipements proposés (fiches techniques, dimensions du matériel, qualité audio, sonore et visuelle, etc.). En complément, les candidats devront également fournir un catalogue général des équipements qu'ils proposent ;</i></p> <p><i>Moyens humains et organisation :</i>  <i>Les candidats devront préciser les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>L'organisation humaine : équipe dédiée (interlocuteur principal, suppléant de l'interlocuteur principal, gestionnaire(s) des commandes, etc.).</i></li> <li>- <i>L'organisation logistique : modalités de gestion des commandes (délai de prise en charge d'un bon de commande, délai de livraison du matériel, modes de livraison) et modalités d'installation du matériel (proposition d'un type d'installation via une étude technique, délai d'installation à partir de la livraison du matériel, durée globale d'installation, etc.).</i></li> </ul> <p><i>Le mémoire technique des candidats pour le lot n°2 comprendra à minima les éléments suivants :</i></p> <p><i>Qualité des équipements conformément aux prescriptions du CCTP :</i>  <i>Les candidats devront impérativement fournir les caractéristiques techniques des différents équipements proposés (fiches techniques, dimensions du matériel, qualité audio, sonore et visuelle, etc.). En complément, les candidats devront également fournir un catalogue général des équipements qu'ils proposent ;</i></p> <p><i>Organisation pour le traitement des commandes :</i>  <i>Les candidats devront préciser les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>L'organisation humaine : équipe dédiée (interlocuteur principal, suppléant de l'interlocuteur principal, gestionnaire(s) des commandes, etc.).</i></li> <li>- <i>L'organisation logistique : modalités de gestion des commandes (délai de prise en charge d'un bon de commande, délai de livraison du matériel, modes de livraison).</i></li> </ul> <p><i>Organisation du SAV :</i>  <i>Les candidats devront préciser les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Prise en charge d'une demande : délai entre l'émission de la demande par le pouvoir adjudicateur et sa prise en charge par le Titulaire, disponibilité du service en charge du SAV, délai de traitement d'une demande.</i></li> <li>- <i>Délai maximum d'indisponibilité du matériel ;</i></li> </ul>
Tout autre document pertinent à l'appréciation de l'offre	<i>Le soumissionnaire fournit tout autre document qu'il juge utile à la parfaite compréhension de son offre.</i>
DQE pour étude de cas	<i>Une étude de cas est réalisée, les soumissionnaires sont invités à répondre à</i>

Document	Descriptif
	<i>l'étude de cas et au prix contenu dans le présent DQE</i>
Documents liés à l'étude de cas	<i>Une étude de cas est réalisée, les soumissionnaires sont invitées à prendre connaissance de cette étude qui participe à l'analyse de l'offre. Un DQE ou tout élément financier pourrait être joint à ce document en guise de réponse.</i>

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : Place

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions doivent être signées de manière électronique par les candidats lors de la remise des offres.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper

cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Exceptionnellement, la signature manuscrite est autorisée avec une justification de pouvoir à joindre au dossier de candidature.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>  
<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

#### ■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

#### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

##### Lot 1 :

Critère	Descriptif
<b>1. Critère technique (50 %)</b>	
- Méthodologie d'intégration & phasage (10 %)	Visite/diagnostic, plans, câblage, constitution des DOE, paramétrages, essais, Interopérabilité & compatibilité
- Organisation projet & compétences de l'équipe (10 %)	Rôles (chef de projet, intégrateur), qualifications/expérience pertinentes, disponibilité, sous-traitance.
- Étude de cas n°1 - pertinence technique & exploitabilité (15 %)	Justification de l'architecture proposée, simplicité d'usage, maintenabilité, compatibilités/interopérabilité, technicité, possibilité d'évolution de la solution.
- Étude de cas n°2 robustesses & gestion des risques (15 %)	Justification de l'architecture proposée, simplicité d'usage, maintenabilité, compatibilités/interopérabilité, technicité, possibilité d'évolution de la solution.
<b>2. Critère prix (40 %)</b>	
- Montant du DQE général (15 %)	
- Montant DQE étude de cas n°1 (12 %)	
- Montant DQE étude de cas n°2 (13 %)	
<b>3. Critère environnemental et social (10 %)</b>	
- Sous-critère environnementale (5 %)	Emballages/transport, reprise et fin de vie (DEEE), réparation et disponibilité pièces, sobriété énergétique des matériels avec documentations exigées
- Sous-critère sociale (5 %)	Politique sociale et promotion de l'égalité homme et femme

## Lot 2 :

Critère	Descriptif
<b>1. Critère technique (40 %)</b>	
- Performances & caractéristiques opérationnelles des matériels (10 %)	Niveaux de performance utiles à l'usage (selon familles : affichage/projection, audio, caméras, interfaces, etc.), ergonomie d'usage, fonctionnalités clés (ex. gestion EDID/HDCP, traitements audio, presets, etc.)
Organisation générale du service proposé (15 %)	Le niveau de service proposé (disponibilité, réactivité), L'interface web et les outils de gestion (ergonomie, accessibilité et fonctionnalités de la plateforme) La mise à disposition des catalogues de service (exhaustivité, actualisation régulière et accessibilité des catalogues de produits) L'accompagnement et le service support (qualité du dispositif d'assistance aux utilisateurs, disponibilité des interlocuteurs dédiés, délais de prise en charge et modalités de traitement des demandes et réclamations.)
Organisation du SAV (15 %)	Les délais et la durée de support, La disponibilité des pièces détachées, Les conditions de garantie et modalités d'échange (étendue de la garantie constructeur/distributeur, procédures de remplacement ou d'échange en cas de défaillance) Réparabilité et durabilité
<b>2. Critère prix (50 %)</b>	
- Panier DQE/BPU (35 %)	Aux regards des éléments financiers contenus dans le BPU et DQE
- Remise catalogue (10 %)	Sur l'ensemble du catalogue et/ou un catalogue précis, et/ou sur le tarifs public hors BPU (à préciser)
<b>3. Critère environnemental et social (10 %)</b>	
- Sous-critère environnementale (5 %)	Emballages/transport, reprise et fin de vie (DEEE), réparation et disponibilité pièces, sobriété énergétique des matériels (...) avec documentations exigées
- Sous-critère sociale (5 %)	Politique sociale et promotion de Egalité femme-homme

### Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**

Les critères sont notés : **Sur la pondération.**

La note totale est notée : **Sur 100.**

### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

#### ■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ Multi-attribution :

Le contrat est attribué à plusieurs fournisseurs dans les conditions suivantes :

Sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, le contrat sera attribué à 2 opérateurs économiques maximum, dont les offres sont les plus économiquement avantageuses et donc les mieux



classées à l'issue de l'analyse des offres.

- Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel :

■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Attestation de salariés étrangers	Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié: 1. Sa date d'embauche ; 2. Sa nationalité ; 3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS	Extrait K, extrait KBIS, extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion ou encore tout autre document permettant d'établir l'existence juridique de l'entreprise.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ **Voies et délais de recours**

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

43, rue du Général de Gaulle  
Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)  
Télécopie : 01 60 56 66 10  
Site internet : <http://www.telerecours.fr/>

#### **Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@u-pec.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



#### **Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)